

GUINÉE (Liste de surveillance de Catégorie 2)

La Guinée est un pays d'origine, de transit et, dans une moindre mesure, de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de travail forcé et de traite à des fins sexuelles. En Guinée, la majorité des victimes identifiées de la traite sont des enfants, et les incidents de traite sont plus répandus parmi les ressortissants guinéens que parmi les migrants étrangers résidant dans le pays. En Guinée, les jeunes filles sont souvent soumises à la servitude domestique et à l'exploitation sexuelle commerciale, tandis que les garçons sont forcés de mendier ou de travailler comme vendeurs de rue, cireurs de chaussures ou ouvriers dans les mines d'or et de diamant. Des Guinéens, hommes femmes et enfants, sont soumis au travail forcé dans l'agriculture. Par exemple, les enfants seraient envoyés dans la région côtière de Boké pour être soumis au travail forcé dans des exploitations agricoles, ou au Sénégal pour être instruits dans des écoles coraniques, parmi lesquelles certaines exploitent leurs élèves en les forçant à mendier. Des garçons et des filles guinéens sont soumis au travail forcé dans les mines d'or au Sénégal, au Mali et peut-être dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. La Guinée a servi de point de transit à des enfants ouest-africains soumis au travail forcé dans les mines d'or de toute la région. Des femmes et des filles guinéennes ont été soumises à la servitude domestique et à la traite à des fins sexuelles au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal, en Grèce, en Espagne, en Belgique, en France, au Danemark, aux Pays-Bas, aux États-Unis et dans des pays du Moyen-Orient. De jeunes garçons guinéens ont également été soumis à la prostitution forcée aux Pays-Bas. Pendant la période visée par le rapport, il a été davantage rapporté que des filles et des femmes guinéennes avaient été localisées en Europe où elles avaient été envoyées aux fins de prostitution forcée. Des Thaïlandaises, des Chinoises et des Vietnamiennes sont soumises à la prostitution forcée en Guinée. Des enfants originaires de Mauritanie, du Costa Rica, du Cap-Vert, du Mali, du Gabon, du Sénégal et du Ghana ont été identifiés en Guinée comme victimes de la traite. Un petit nombre de filles du Mali, de la Sierra Leone, du Nigeria, du Ghana, du Libéria, du Sénégal, du Burkina Faso et de la Guinée-Bissau émigrent en Guinée où elles sont soumises à la servitude domestique et peut-être aussi à l'exploitation commerciale sexuelle.

Le gouvernement de Guinée ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes mais il déploie des efforts importants

pour le faire. Malgré ces efforts, il n'a pas fait la preuve qu'il avait dans l'ensemble accru ses efforts de lutte contre la traite des personnes par rapport à la période de référence précédente, par conséquent, la Guinée est placée sur la liste de surveillance de Catégorie 2 pour la troisième année de suite. Les autorités ont mené six enquêtes concernant de présumées infractions en matière de traite, et elles ont poursuivi, puis condamné, un trafiquant au cours de la période visée par le rapport. Toutefois, le gouvernement n'a pas fourni les ressources ni la formation nécessaires aux agents des forces de l'ordre et des autorités judiciaires, il n'a pas pris les dispositions les plus élémentaires en faveur des victimes de traite, il n'a fourni aucun financement pour soutenir les activités du Comité national de lutte contre la traite des personnes et il n'a pris aucune mesure concrète pour empêcher la traite pendant la période visée par le rapport.

Recommandations à l'intention de la Guinée :

Intensifier les efforts pour enquêter et engager des poursuites sur les infractions à la législation sur la traite des personnes, et condamner et sanctionner les contrevenants ; mener des enquêtes, poursuivre et, le cas échéant, condamner avec fermeté les responsables gouvernementaux coupables de complicité dans la traite des personnes ; former les responsables de l'application de la loi et les magistrats aux dispositions relatives à la lutte contre la traite des personnes contenues dans le code de l'enfant et le code pénal ; accroître les sanctions imposées pour la traite des adultes à des fins sexuelles ; dispenser une formation spécialisée aux agents des autorités frontalières pour leur permettre d'identifier les victimes de la traite des personnes, adultes et enfants, afin de les orienter vers des services de protection ; réunir régulièrement le Comité national de coordination pour la lutte contre la traite des personnes et fournir suffisamment de ressources et de formation aux membres du comité pour appuyer leurs efforts ; élaborer et mettre en œuvre un Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes ; développer des partenariats plus solides avec les ONG et les organisations internationales pour prendre les victimes en charge et élaborer des pratiques systématiques d'orientation des victimes pour cette prise en charge ; renforcer les partenariats et les mécanismes de mutualisation des informations entre organismes gouvernementaux mobilisés dans la lutte contre la traite des personnes ; et intensifier les efforts de sensibilisation du public à la traite des personnes, y compris à la traite des adultes.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement de la Guinée a déployé des efforts légèrement accrus en matière de répression de la traite des personnes. La législation guinéenne n'interdit pas toutes les formes de traite des personnes ; par exemple, la servitude pour dette n'est pas criminalisée. L'Article 330 du code pénal de 2012 interdit la prostitution forcée des adultes et prévoit des sanctions de deux à cinq ans de prison, ce qui est suffisamment sévère mais pas à la mesure des sanctions prescrites pour d'autres crimes graves tels que le viol. L'article 337 du code pénal de 2012 interdit aux particuliers de conclure des accords qui privent des tiers de leur liberté, imposant des sanctions de cinq à 10 ans de prison assorties de la confiscation de tous les produits issus de ce crime. Les articles 385 à 396 du code de l'enfant de 2009 interdisent toutes les formes de traite des mineurs et imposent des sanctions de trois à 10 ans de prison assorties de la confiscation de tous les produits résultant de ce crime. Ces peines sont suffisamment sévères et à la mesure de celles prescrites pour d'autres crimes graves tels que le viol.

Les autorités ont entamé six enquêtes sur de présumées infractions en matière de traite, et elles ont poursuivi, puis condamné, un trafiquant pendant la période visée par le rapport. Ceci s'est inscrit en légère augmentation par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle elles avaient lancé cinq enquêtes sur des affaires de traite mais n'étaient pas parvenues à poursuivre en justice ni à condamner d'auteur de traite des personnes. L'affaire qui a abouti concernait une femme qui a été condamnée à trois ans d'emprisonnement pour maltraitance d'enfants et traite d'enfants en vue de les faire travailler. Les cinq autres enquêtes concernaient la présumée traite d'enfants pour les faire travailler. Dans l'une d'elles, les pouvoirs publics ont collaboré avec les autorités sénégalaises pour intercepter un camion transportant 20 jeunes garçons vers le Sénégal, présumément pour du travail forcé dans les mines d'or ; quatre présumés trafiquants étaient détenus par la police en Guinée et l'enquête était en cours à la fin de la période visée par le rapport. Le gouvernement n'a pas proposé aux forces de l'ordre de formation spécifique à la lutte contre la traite pendant la période visée par le rapport.

L'Office de protection du genre, de l'enfant et des mœurs relevant de la police guinéenne, qui est chargé d'enquêter sur les affaires de traite des personnes et de travail des enfants, manquait toujours cruellement de ressources financières. Le

gouvernement de la Guinée n'a fait état d'aucune enquête ni poursuite pour allégations de complicité de fonctionnaires dans des infractions liées à la traite des personnes pendant la période visée par le rapport ; toutefois, des ONG, des organisations internationales et des responsables gouvernementaux ont signalé que la corruption et la complicité directe des officiels de la police jouait un rôle majeur pour empêcher que soient menées des enquêtes et entamées des poursuites dans les affaires de traite des personnes.

Protection

La protection des victimes de traite des personnes par les autorités est demeurée limitée et difficile à estimer. Les pouvoirs publics n'ont pas identifié de façon proactive des victimes de la traite ; ils ont identifié un nombre inconnu d'enfants victimes, mais aucun adulte. Les autorités n'ont pas fourni aux victimes de la traite d'accès direct à des services juridiques, médicaux ou psychologiques et elles n'ont procuré aucun appui direct ou en nature aux ONG étrangères ou nationales qui sont venues en aide aux victimes. Le gouvernement a néanmoins continué, sur une base *ad hoc*, à orienter des victimes mineures vers des ONG et à travailler avec elles pour rendre les victimes à leur famille. Les autorités ont envoyé au moins 20 enfants victimes potentielles à une ONG pour les faire prendre en charge. En juin 2013, le gouvernement a ouvert à Conakry un centre d'hébergement pour les enfants des rues vulnérables ; si les enfants victimes de la traite pouvaient y chercher refuge, il n'offrait pas de services spécialisés leur étant spécialement destinés et il est difficile de savoir si des victimes ont bénéficié de services pendant la période visée par le rapport.

Bien que le statut de résident temporaire ou permanent soit légalement disponible pour les victimes provenant de pays où elles feraient l'objet de représailles ou connaîtraient des situations difficiles si elles y retournaient, les autorités ne l'ont accordé à aucune de ces victimes. Le code de l'enfant comporte des dispositions permettant aux ONG de porter des affaires devant les tribunaux au nom des victimes et les autorités ont signalé qu'une victime pouvait engager des poursuites au civil à l'encontre d'un trafiquant à condition d'être âgée de plus de 12 ans, mais cela ne s'est pas produit pendant la période visée par le rapport. Rien ne donne à penser que les pouvoirs publics ont encouragé les victimes de la traite à participer aux enquêtes et aux poursuites à l'encontre de leurs trafiquants pendant l'année ;

des rapports ont indiqué que les victimes étaient réticentes à témoigner ou déposer plainte à l'encontre d'auteurs de la traite en raison d'un accès limité à la justice, d'un manque de confiance envers le système judiciaire, de la corruption et des menaces potentielles de représailles. Le gouvernement n'a pas rapporté que des victimes de la traite des personnes avaient été arrêtées, condamnées à payer une amende ou emprisonnées pour des actes illégaux commis en conséquence de leur condition de victimes de la traite. Toutefois, à cause de l'absence de procédures formelles d'identification des victimes, certaines victimes non identifiées sont susceptibles d'avoir été sanctionnées pour de tels actes.

Prévention

Le gouvernement de la Guinée a déployé des efforts minimes pour faire obstacle à la traite des personnes. Bien que le Comité national de lutte contre la traite des personnes se soit réuni à deux reprises pendant la période visée par le rapport, il ne disposait d'aucun budget pour appuyer ses activités. Le gouvernement n'a lancé aucune campagne d'éducation ou de sensibilisation en rapport avec la traite des personnes. Il n'a pris aucune mesure concrète aux fins de réduire la demande de travail forcé ou d'actes sexuels tarifés. Les pouvoirs publics n'ont procuré aucune formation à la lutte contre la traite des personnes à leurs troupes de maintien de la paix pendant la période visée par le rapport.